

Lettre ouverte (*in English below*)

«L'agression armée par la Fédération de Russie contre l'Ukraine»

À l'initiative des professeur-e-s et d'universitaires de la Faculté de droit de l'Université Laval, alarmé-e-s par les graves événements en cours en Ukraine et soucieux du respect des buts et des principes inscrits dans la Charte des Nations Unies, tout comme du droit international humanitaire et du droit international des droits humains, nous, les soussigné-e-s, condamnons fermement l'agression armée par la Fédération de Russie contre l'Ukraine.

Les actions de la Fédération de Russie constituent une violation flagrante de l'interdiction du recours à la force dans les relations internationales, une norme impérative consacrée à l'article 2, paragraphe 4, de la Charte des Nations Unies et en droit international coutumier. Ces actions constituent également des violations graves de la souveraineté, de l'intégrité territoriale et de l'indépendance politique de l'Ukraine. Les membres de la communauté internationale ont le devoir de coopérer pour mettre fin à ces violations et de s'abstenir de reconnaître toute situation de fait qui pourrait en résulter.

Nous dénonçons également la manière dont le droit international est utilisé par les dirigeants russes pour justifier ces violations graves, alors que la Fédération de Russie est un membre permanent du Conseil de sécurité des Nations Unies, chargé de maintenir la paix et la sécurité internationales.

Nous tenons aussi à exprimer nos vives préoccupations quant aux conséquences pour la population civile. Cette agression est un affront à la dignité humaine. Déjà un nombre élevé de morts est rapporté, des milliers de personnes fuient les affrontements et des bâtiments de caractère civil ont été touchés. Les civils doivent être tenus loin des hostilités et protégés en tout temps, de même que les organisations qui leur viennent en aide.

Nous rappelons, dans ce contexte, que les actions susmentionnées sont susceptibles d'engager non seulement la responsabilité internationale de la Fédération de Russie, mais aussi la responsabilité individuelle de ses dirigeants pour les crimes internationaux, y compris le crime d'agression et les crimes de guerre.

Nous lançons un appel à tous les ministères des gouvernements du Québec et du Canada pour qu'ils prennent d'urgence toutes les mesures à leur disposition pour faire cesser les violations commises par la Fédération de Russie en Ukraine. En particulier, nous demandons au Canada de renforcer la coopération avec ses partenaires internationaux en vue de parvenir à une résolution du conflit en Ukraine et au rétablissement de la paix, dans le respect du cadre offert par le droit international. Nous invitons le Québec à soutenir les efforts du Canada, y compris en facilitant l'accueil de réfugiés ukrainiens sur son territoire.

La paix et la sécurité internationales et le maintien de l'ordre juridique international, en Europe et à l'échelle mondiale, fondés sur des valeurs communes et la primauté du droit, dépendent aussi de l'engagement des gouvernements québécois et canadien.

Québec, le 27 février 2022

Signataires initiaux : Vladyslav Lanovoy; Kristin Bartenstein; Charles-Emmanuel Côté; Olivier Delas; Julia Grignon; Véronique Guèvremont; Sylvette Guillemard; Fannie Lafontaine; Richard Ouellet; Geneviève Parent; Sophie Verville; Christine Vézina, [toutes et tous professeur-e-s à la faculté de droit de l'Université Laval](#) (voir les signataires additionnels ci-dessous)

Open Letter

“Armed aggression by the Russian Federation against Ukraine”

On the initiative of professors and academics of the Faculty of Law of Université Laval, alarmed by the events in Ukraine and concerned for the respect of the purposes and principles enshrined in the Charter of the United Nations, as well as international humanitarian and human rights law, we, the undersigned, unreservedly condemn the armed aggression by the Russian Federation against Ukraine.

The actions of the Russian Federation constitute a gross violation of the prohibition on the use of force in international relations, a peremptory norm enshrined in Article 2, paragraph 4, of the Charter of the United Nations and in customary international law. They also constitute gross violations of Ukraine’s sovereignty, territorial integrity and political independence. Members of the international community have a duty to cooperate to bring an end to these violations and to refrain from recognizing any factual situation that may result therefrom.

We denounce the way in which international law is being used by the Russian leadership to justify these gross violations, notwithstanding that the Russian Federation is a permanent member of the United Nations Security Council, entrusted with the maintenance of international peace and security.

We also wish to express our deep concern about the consequences for the civilian population. This aggression is an affront to human dignity. Already a high number of deaths have been reported, thousands of people are fleeing the clashes and civilian buildings have been hit. Civilians must be kept away from the hostilities and protected at all times, as must the organisations that help them.

We recall, in this context, that the above-mentioned actions are likely to engage not only the international responsibility of the Russian Federation, but also the individual responsibility of its leaders for international crimes, including the crime of aggression and war crimes.

We call on all Quebec and Canadian government ministries to urgently take all measures at their disposal to stop the violations of international law committed by the Russian Federation in Ukraine. In particular, we call on Canada to strengthen cooperation with its international partners in order to achieve a resolution of the conflict in Ukraine and the restoration of peace, in accordance with international law. We invite Quebec to support Canada’s efforts, including by facilitating the reception of Ukrainian refugees on its territory.

International peace and security and the maintenance of the international legal order, in Europe and globally, based on common values and the rule of law, also depend on the commitment and cooperation of the Quebec and Canadian governments.

Quebec, 27 February 2022

Initial signatories: Vladyslav Lanovoy; Kristin Bartenstein; Charles-Emmanuel Côté; Olivier Delas; Julia Grignon; Véronique Guèvremont; Sylvette Guillemard; Fannie Lafontaine; Richard Ouellet; Geneviève Parent; Sophie Verville; Christine Vézina, all [professors at the Faculty of Law of Université Laval](#) (see additional signatories below)

Ont également signé cette lettre / Also signatories of this letter
(par ordre alphabétique du nom de famille / in alphabetical order by surname)

13. Jason ALCORN, professeur adjoint, Faculté de droit, Université de Moncton
14. Kirsten ANKER, professeure agrégée, Faculté de droit, Université de McGill
15. Mark ANTAKI, professeur agrégé, Faculté de droit, Université McGill
16. J.-Maurice ARBOUR, ex-professeur, Faculté de droit, Université Laval
17. Marie-Ève ARBOUR, professeure titulaire, vice-doyenne à la recherche et aux affaires externes, directrice du programme de doctorat, Faculté de droit, Université Laval
18. Naivi Chikoc BARREDA, professeure adjointe, Faculté de droit, Université d'Ottawa
Kristin BARTENSTEIN, professeure titulaire, Faculté de droit, Université Laval
19. Kathy BELLEFLEUR, professeure assistante, Faculté de droit, Université Laval
20. Stéphanie BERNSTEIN, professeure, Département des sciences juridiques, Faculté de science politique et de droit, Université du Québec à Montréal
21. Pierre BOSSET, Professeur titulaire, Département des sciences juridiques, Université du Québec à Montréal
22. Charlaïne BOUCHARD, professeure titulaire, Faculté de droit, Université Laval, titulaire de la chaire sur les contrats intelligents et la chaîne de blocs - Chambre des notaires du Québec
23. Kevin BOUCHARD, professeur adjoint, Faculté de droit, Université Laval
24. Gaëlle BRETON-LE GOFF, professeure associée, département des sciences juridiques, Université du Québec à Montréal
25. François BROCHU, professeur titulaire, Faculté de droit, Université Laval
26. Henri BRUN, professeur émérite, Faculté de droit, Université Laval
27. Aurélie CAMPANA, professeure titulaire, Département de science politique, Faculté des sciences sociales, Université Laval
28. Madeleine CANTIN CUMYN, professeure émérite, Faculté de droit, Université McGill
29. Rachel CHAGNON, professeure, département des sciences juridiques, Université du Québec à Montréal
Charles-Emmanuel CÔTÉ, professeur titulaire, Faculté de droit, Université Laval
30. François CRÉPEAU, professeur, Faculté de droit, Université McGill
31. Michelle CUMYN, professeure titulaire, Faculté de droit, Université Laval
32. Samuel DEFACQZ, professeur adjoint, Département de science politique, Faculté des sciences sociales, Université Laval
Olivier DELAS, professeur titulaire, Faculté de droit, Université Laval, titulaire de la Chaire Jean Monnet en intégration européenne de l'Université Laval, Directeur du Cercle Europe
33. Edith DELEURY, professeur émérite, Faculté de droit, Université Laval

34. Julie DESROSIERS, professeure, Faculté de droit, Université Laval
35. Pierre-Luc DÉZIEL, professeur, Faculté de droit, Université Laval
36. Érick DUCHESNE, professeur titulaire, Département de science politique, Faculté des sciences sociales, Université Laval
37. Marie-Hélène DUFOUR, professeure adjointe, Faculté de droit, Université de Sherbrooke
38. Isabelle DUPLESSIS, professeur, Faculté de droit, Université de Montréal
39. Yvon DUPLESSIS, professeur titulaire à la retraite, Faculté de droit, section de droit civil, Université d'Ottawa
40. Audrey FERRON-PARAYRE, professeure adjointe, Section de droit civil, Faculté de droit, Université d'Ottawa
41. Véronique FRASER, professeure agrégée, Faculté de droit, Université de Sherbrooke
42. Patrice GARANT, professeur émérite, Université Laval
43. Daniel GARDNER, professeur titulaire, Faculté de droit, Université Laval
44. Fabien GÉLINAS, professor of law, McGill University
45. Bruno GÉLINAS-FAUCHER, Professeur temporaire, Faculté de droit, Université de Moncton
46. Thierry GIASSON, professeur titulaire, Département de science politique, Faculté des sciences sociales, Université Laval
47. Yves GOGUEN, professeur adjoint, Faculté de droit, Université de Moncton
48. Dominique GOUBAU, professeur associé, Faculté de droit, Université Laval
- Julia GRIGNON, professeure agrégée, Faculté de droit, Université Laval, directrice de Osons le DIH ! développement de partenariat pour la promotion et le renforcement du droit international humanitaire et co-directrice de la Clinique de droit international pénal et humanitaire*
- Véronique GUÈVREMONT, professeure titulaire, Faculté de droit, Université Laval, titulaire de la Chaire UNESCO sur la diversité des expressions culturelles*
- Sylvette GUILLEMARD, professeure titulaire, Faculté de droit, Université Laval*
49. Adrien HABERMACHER, professeur adjoint, Faculté de droit, Université de Moncton
50. Paule HALLEY, professeure titulaire, Faculté de droit, Université Laval, titulaire de la Chaire de recherche du Canada en droit de l'environnement
51. Nicholas JOBIDON, professeur adjoint, École nationale d'administration publique
52. Pierre-Gabriel JOBIN, Ad E., professeur et titulaire émérites de la Chaire Wainwright en droit civil, Université McGill
53. Renée JOYAL, professeure honoraire, Faculté de science politique et de droit, Université du Québec à Montréal
54. Noura KARAZIVAN, professeure agrégée, Faculté de droit, Université de Montréal
55. Donna KESSELMAN, Professeure, Etudes américaines, Université Paris-Est Créteil, France
56. Robert P. KOURI, professeur titulaire, Faculté de droit, Université de Sherbrooke

57. David KOUSSENS, professeur titulaire, Faculté de droit, Université de Sherbrooke
58. Ivaylo KRAYCHEV, professeur remplaçant, Faculté de droit, section de droit civil, Université d'Ottawa
59. Christophe KROLIK, professeur agrégé, Faculté de droit, Université Laval
60. Guy LACHAPELLE, professeur titulaire, Université Concordia
61. Marc LACOURSIÈRE, professeur titulaire, Faculté de droit, Université Laval
62. Érik LABELLE EASTAUGH, professeur agrégé et directeur de l'Observatoire international des droits linguistiques, Faculté de droit, Université de Moncton
63. Anne-Marie LAFLAMME, doyenne, professeure titulaire, Faculté de droit, Université Laval
Fannie LAFONTAINE, professeure titulaire, Faculté de droit, Université Laval, directrice du Partenariat canadien pour la justice internationale et co-directrice de la Clinique de droit international pénal et humanitaire, titulaire de la Chaire de recherche du Canada sur la justice internationale pénale et les droits fondamentaux
64. Guillaume LAGANIÈRE, professeur, Département des sciences juridiques, Faculté de science politique et de droit, Université du Québec à Montréal
65. Louise LALONDE, professeure titulaire, Faculté de droit, Université de Sherbrooke
66. Louis-Philippe LAMPRON, professeur titulaire, Faculté de droit, Université Laval
67. Christelle LANDHEER-CIESLAK, professeure titulaire, Faculté de droit, Université Laval
68. Louise LANGEVIN, professeure titulaire, Faculté de droit, Université Laval
Vladyslav LANOVOY, professeur adjoint, Faculté de droit, Université Laval
69. Géraud de LASSUS ST-GENIÈS, professeur adjoint, Faculté de droit, Université Laval
70. Lucie LAUZIÈRE, professeure titulaire, Faculté de droit, Université Laval
71. Robert LECKEY, titulaire de la Chaire Samuel Gale, Faculté de droit, Université McGill
72. Violaine LEMAY, professeure titulaire, Faculté de droit, Université de Montréal
73. Catherine MATHIEU, professeure, Département des sciences juridiques, Faculté de science politique et de droit, Université du Québec à Montréal
74. Jane MATTHEWS GLENN, emeritus professor, Faculty of Law, McGill University
75. Hélène MAYRAND, professeure agrégée et vice-doyenne à la recherche et aux cycles supérieurs, Faculté de droit, Université de Sherbrooke
76. Karine McLAREN, professeure adjointe et directrice du Centre de traduction et de terminologie juridiques, Faculté de droit, Université de Moncton
77. Pierre-François MERCURE, professeur titulaire, Faculté de droit, Université de Sherbrooke
78. Armand de MESTRAL, professeur émérite, Université McGill
79. Reza MORADINEJAD, professeur, Faculté de droit, Université Laval
80. Christine MORIN, professeure titulaire, Faculté de droit, Université Laval
81. Michel MORIN, professeur titulaire, Faculté de droit, Université de Montréal

82. France MORRISSETTE, professeure, Section de droit Civil, Université d'Ottawa
83. Geneviève MOTARD, professeure titulaire, Faculté de droit, Université Laval
84. Víctor M. MUÑIZ-FRATICELLI, professeur agrégé, Faculté de droit et département des sciences politiques, Université McGill
85. Ronald NIEZEN, Professeur, Membre Associé, Faculté de droit, Université McGill
86. Pierre NOREAU, professeur, Faculté de droit, Université de Montréal
87. Ghislain OTIS, Chaire de recherche du Canada sur la diversité juridique et les peuples autochtones, section droit civil, Université d'Ottawa
Richard OUELLET, professeur titulaire, Faculté de droit, Université Laval, directeur du Centre d'études pluridisciplinaires en commerce et investissements internationaux
88. Jonathan PAQUIN, professeur titulaire, Département de science politique, Faculté des sciences sociales, Université Laval
Geneviève PARENT, professeure titulaire, Faculté de droit, Université Laval, titulaire de la Chaire de recherche en droit sur la diversité et la sécurité alimentaires
89. Antoine PELLERIN, professeur adjoint, Faculté de droit, Université Laval
90. Danielle PINARD, professeure titulaire, Faculté de droit, Université de Montréal
91. Monica POPESCU, professeure adjointe, Faculté de droit, Université Laval
92. Alain PRUJINER, Professeur émérite, Faculté de droit, Université Laval
93. Pierre RAINVILLE, professeur titulaire, Faculté de droit, Université Laval
94. Nandini RAMANUJAM, full professor (Professional), Faculty of Law, McGill University
95. Michèle RIOUX, Professeure titulaire, Science politique, Centre d'études sur l'intégration et la mondialisation, Université du Québec à Montréal
96. Guy ROCHER, professeur émérite de sociologie, Université de Montréal
97. Allan ROCK, professeur de droit, Université d'Ottawa
98. Serge ROUSSELLE, doyen par intérim, professeur titulaire et avocat, Faculté de droit, Université de Moncton
99. Mélanie SAMSON, professeure titulaire, Faculté de droit, Université Laval
100. Anne-Marie SAVARD, professeure agrégée, Faculté de droit, Université Laval
101. Lionel SMITH, professeur titulaire, Faculté de droit, Université McGill
102. Alexandre STYLIOS, professeur, Faculté de droit, Université Laval
103. Érick SULLIVAN, avocat et directeur adjoint de la Clinique de droit international pénal et humanitaire
104. Patrick TAILLON, professeur, Faculté de droit, Université Laval
105. Sophie THÉRIAULT, professeure titulaire, Faculté de droit (Section de droit civil), Université d'Ottawa
106. Charles TREMBLAY POTVIN, professeur adjoint, Faculté de droit, Université Laval

107. Pierre TRUDEL, professeur titulaire, Faculté de droit, Université de Montréal
108. Gilles TRUDEAU, professeur titulaire, Faculté de droit, Université de Montréal
Sophie VERVILLE, professeure agrégée, Faculté de droit, Université Laval
Christine VÉZINA, professeure agrégée, Faculté de droit, Université Laval
109. Louise VIAU, professeure émérite, Faculté de droit, Université de Montréal
110. Denis VINCELETTE, professeur émérite, Faculté de Droit, Université d'Ottawa
111. Daniel WEINSTOCK, professeur titulaire, Faculté de droit, Université McGill
112. Han-Ru ZHOU, professeur agrégé, Faculté de droit, Université de Montréal

Organisations

- [Osons le DIH ! développement de partenariat pour la promotion et le renforcement du droit international humanitaire](#)
- [Clinique de droit international pénal et humanitaire](#)
- [Chaire de recherche du Canada sur la justice pénale internationale et les droits fondamentaux](#)
- [Partenariat canadien pour la justice internationale](#)